



Résumé de recherche :

### Explication de la baisse de l'inégalité des revenus au Brésil : 1995 à 2012

#### Résumé

- Après que l'économie brésilienne ait été stabilisée au milieu des années 1990, l'inégalité a diminué considérablement. Le coefficient de Gini pour la distribution du revenu des ménages par habitant du pays a chuté de 12%, passant de 0,59 en 1995 à 0,52 en 2012.
- On estime que 35% à 50% de la réduction de l'inégalité peuvent être attribuées aux changements dans les revenus non salariaux (y compris les transferts monétaires de Bolsa Família et autres régimes d'aide sociale). Un autre 10%, environ, peut être attribué à des facteurs démographiques, notamment la baisse de la taille des ménages parmi les familles les plus pauvres.
- Les 40-55% restants sont attribués à des changements dans la répartition des revenus du travail. Jusqu'à présent, l'explication dominante a été les effets d'une main-d'œuvre mieux éduquée.
- Contrairement à la plupart des ouvrages précédents, qui soulignent les effets d'une main-d'œuvre plus instruite, nos résultats mettent en évidence l'importance des facteurs démographiques, spatiaux et institutionnels pour expliquer la diminution de l'inégalité des revenus.
- Les principaux facteurs qui expliquent la baisse de l'inégalité des salaires sont les écarts réduits entre les sexes et les races et les avantages salariaux urbains et régionaux. Il y a aussi une réduction de l'écart entre les travailleurs des secteurs formels et informels. Dans la dernière partie de la période d'étude (2004 à 2012), une hausse du salaire

#### Baisse des niveaux d'inégalité au Brésil

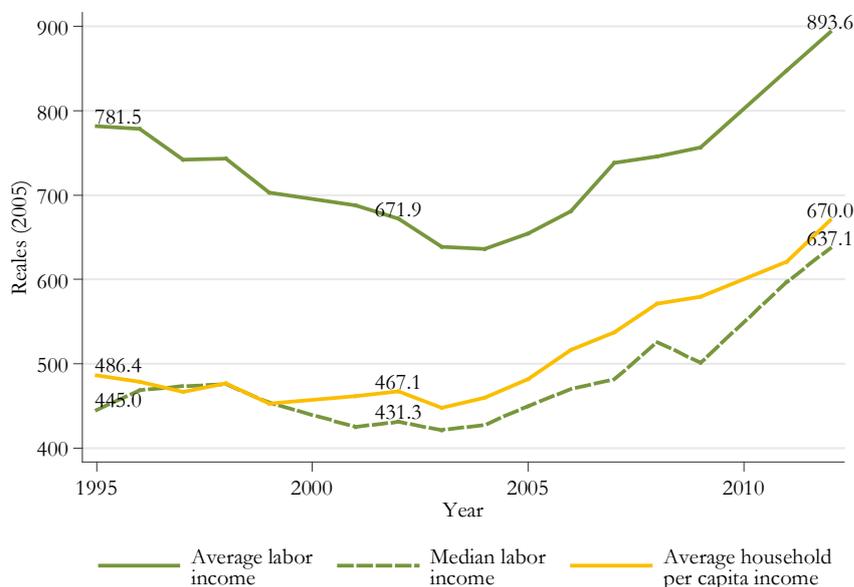
Longtemps l'un des pays les plus inégalitaires au monde, le Brésil a connu une réduction significative des inégalités de revenus depuis la stabilisation macroéconomique autour de 1994-1995. Le coefficient de Gini pour la distribution du revenu des ménages par habitant du pays a chuté de 12%, passant de 0,59 en 1995 à 0,52 en 2012.

La baisse a été particulièrement prononcée après 2003, une période au cours de laquelle les revenus moyens ont augmenté relativement rapidement - jusqu'à 40% dans l'ensemble - et la pauvreté a fortement diminué. Le Brésil n'était pas seul : des trajectoires similaires ont été observées dans un certain nombre d'autres pays d'Amérique latine, comme l'Argentine, le Pérou et l'Équateur, durant la même période.

La figure 1 suggère qu'il peut être utile de faire la distinction entre deux sous-périodes. De 1995 à 2002, les gains ainsi que les revenus des ménages étaient stables ou en déclin. La situation a changé autour de 2002-03, alors que les trois séries commencent à prendre une tendance fortement à la

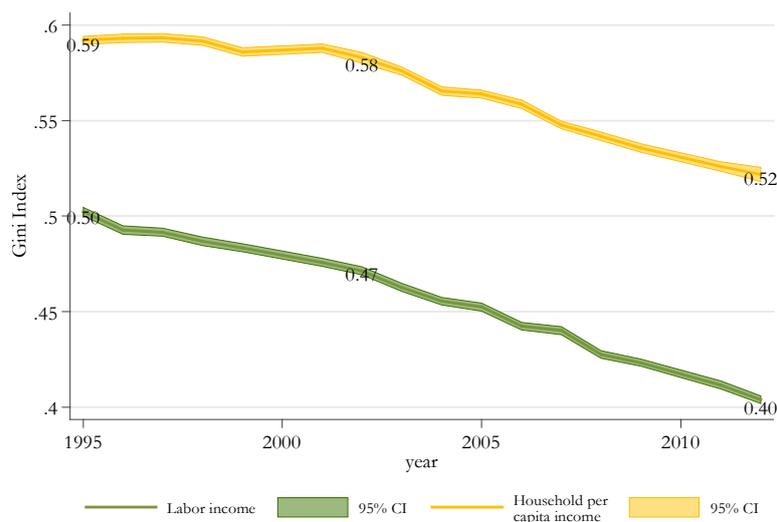
hausse. La rémunération moyenne dans le marché du travail, par exemple, a connu une augmentation d'environ 40% de 2002 à 2012. Les gains médians et les revenus des ménages ont également augmenté rapidement durant cette seconde sous-période.

**Figure 1 : Revenus des ménages et du travail au Brésil, 1995 à 2012 : niveaux.**



Il n'y a pas de forte rupture correspondante quand on regarde les tendances de l'inégalité, plutôt que les niveaux. La figure 2 montre les estimations ponctuelles et les intervalles de confiance à 95% pour les coefficients de Gini du revenu total des ménages par habitant (en jaune) et des revenus du travail (en vert).

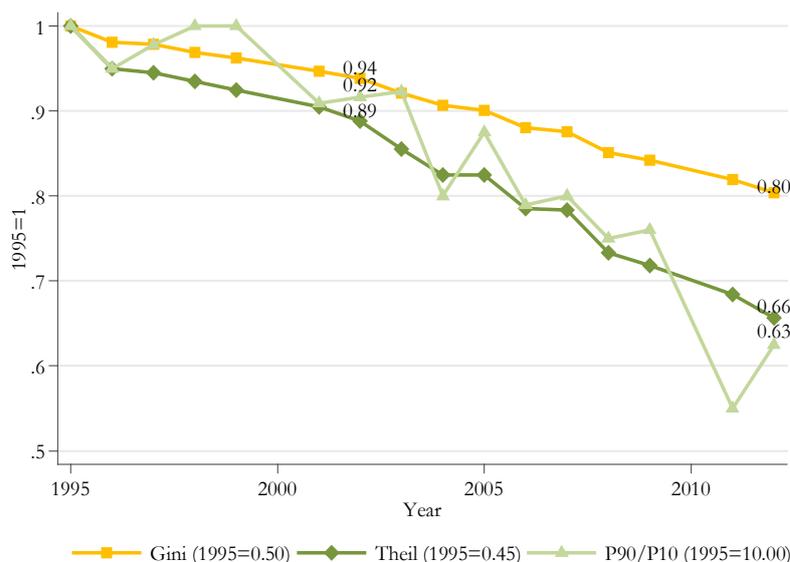
**Figure 2 : Revenus des ménages et du travail au Brésil, 1995 à 2012 : inégalités**



Au cours des années de 1995 à 2002, la baisse de l'inégalité des revenus est nettement moins rapide que celle des revenus du travail, pour lesquels le coefficient de Gini perd trois points. Mais les deux semblent être en baisse partout. La seconde sous-période voit une poursuite de la baisse des inégalités des revenus du travail, et une accélération de la baisse pour les revenus des ménages.

Sur l'ensemble des dix-sept ans, l'inégalité des revenus des ménages diminue d'environ 12% et l'inégalité des revenus de travail de près de 20%, lorsque les deux sont mesurées par le coefficient de Gini. De plus, la figure 3 montre que la baisse de l'inégalité des revenus est en lien avec le choix de l'indice : les réductions sont en fait plus grandes lorsqu'elles sont mesurées par l'indice Theil (T), et par le ratio percentile 90-10, à 34% et 37% respectivement.

**Figure 3 : Changements dans l'inégalité des revenus au Brésil, 1995 à 2012 : différents indices.**



Remarque : L'indice de Gini des revenus de travail couvre tous les salariés entre 18 et 65 ans. L'indice de Gini du revenu des ménages par habitant couvre l'ensemble de la population.

### Principales constatations de l'IRIBA

Contrairement à la plupart des ouvrages précédents, nos résultats mettent en évidence l'importance des facteurs démographiques, spatiaux et institutionnels pour expliquer la diminution de l'inégalité des revenus pendant la période visée.

Alors que l'augmentation de la réserve de capital humain de la population active brésilienne - à la fois en termes d'années d'études et d'expérience - compte pour une part importante de l'augmentation des *niveaux* de rémunération, le capital humain est un relativement petit contributeur à la baisse de l'inégalité - et d'ailleurs seulement en raison de la baisse des rendements de la scolarité. (Le composant de dotation de l'effet du capital humain était la croissance de l'inégalité).

Les facteurs institutionnels jouent un rôle en grande partie par l'augmentation de la part de l'emploi formel. Peut-être plus surprenant encore, une part substantielle de la baisse de l'inégalité des revenus peut être attribuée à la réduction des écarts entre les sexes et les races, et les avantages salariaux urbains et régionaux, *tributaires* des facteurs scolaires et institutionnels. Ensemble, ces facteurs représentent 6,3 des dix points de réduction de Gini entre 1995 et 2012.

## Quels facteurs ont contribué à réduire les inégalités?

Une grande partie du discours populaire sur ce sujet a généralement souligné le rôle de la redistribution fiscale comme un facteur clé du déclin de l'inégalité du Brésil. En 2003, le gouvernement fédéral du Brésil a lancé un programme de transferts monétaires conditionnels (CCT), nommé Bolsa Família, qui a depuis atteint plus de 50 millions de personnes, et est devenu l'un des plus importants programmes de CCT au monde.

Bien que la Bolsa Família et d'autres programmes de redistribution fiscale tels que le Benefício de Prestação Continuada (BPC) et les pensions rurales non contributives ont en effet contribué à la réduction des inégalités de revenus des ménages, les meilleures estimations disponibles placent cette contribution entre 35% et 50% de la baisse globale (Barros et al. 2010; Azevedo et al. 2013). Un autre 10% environ est attribué à des facteurs démographiques, principalement le déclin rapide de la taille des familles, qui a été le plus prononcé parmi les ménages les plus pauvres.

Les 40-55% restants de la baisse de l'inégalité des revenus des ménages sont attribués à des changements dans la répartition des revenus du travail. Le discours dominant dans la littérature attribue cette baisse principalement à la dynamique du capital humain : une augmentation substantielle des années de scolarité pour les adultes en âge de travailler se traduit par une augmentation de l'offre de compétences, suivie par une baisse des rendements de ces compétences sur le marché du travail (révélant, sans doute, que la demande de compétences n'a pas réussi à suivre le rythme de l'offre).

Nous constatons que la baisse de l'inégalité des revenus entre 1995 et 2012 s'explique principalement par des changements dans la structure de la rémunération sur le marché du travail brésilien, plutôt que directement par des changements dans la répartition des caractéristiques des travailleurs. Ces changements dans les structures salariales peuvent être compris très simplement comme des baisses des divers avantages salariaux différents : en plus du déclin des avantages scolaires, la période a également été caractérisée par des réductions de l'écart salarial entre les sexes (avec les revenus des femmes ayant augmenté plus rapidement que celui des hommes), des écarts salariaux raciaux (avec les salaires des personnes de couleur augmentant plus vite que pour les Blancs), et des écarts urbains-ruraux (avec les salaires augmentant plus rapidement dans les zones rurales). Chacune de ces lacunes a été, bien sûr, estimée conditionnellement à l'ensemble complet des caractéristiques observables.

Un autre écart dont la diminution a contribué à l'égalisation générale est celui entre les employés formels (« com carteira ») et informels (« sem carteira »). Bien que ces changements dans la structure du marché du travail soient des phénomènes en équilibre, qui reflètent les forces du marché, telles que l'augmentation du pouvoir de négociation des travailleurs vis-à-vis de leurs employeurs, nous soutenons qu'ils reflètent également des changements dans les modes de mise en application par les institutions gouvernementales.

Une autre variable institutionnelle clé que nous avons envisagée est le salaire minimum réel, qui a plus que doublé pendant la période, générant une hausse formidable dans la fonction de densité de la rémunération en 2012. Tel qu'on le soupçonnait, cette hausse du salaire minimum a contribué à une baisse des inégalités dans la sous-période de 2004 à 2012. Cependant, sa performance plus terne entre 1995 et 2003, combinée à un marché du travail beaucoup plus faible, signifiait que l'impact global des salaires minimums pour l'ensemble de la période a été une croissance de l'inégalité.

Dans l'ensemble, et à l'opposé de périodes antérieures documentées, l'histoire de ces dix-sept années en a été une heureuse dans les marchés du travail brésiliens. Le chômage a baissé et les revenus ont augmenté. Non seulement les revenus ont augmenté, mais ils ont augmenté le plus pour les groupes de travailleurs qui gagnaient le moins. En effet, il y a eu une compression des avantages scolaires, qui étaient exceptionnellement importants au Brésil. Mais encore plus impressionnant étaient les réductions des écarts de salaires entre les travailleurs qui sont équivalents, du point de vue de l'observation, en matière de capital humain, mais qui diffèrent en termes de race, de sexe, de lieu et de type de travail.

### **L'expérience du Brésil est-elle pertinente pour les pays africains?**

La performance du Brésil a naturellement attiré l'attention généralisée, tant parmi les chercheurs que chez les décideurs politiques dans d'autres pays. L'intérêt a été piqué en Afrique, par exemple, où une poignée de pays - dont l'Afrique du Sud, la Namibie et le Botswana - ont également des niveaux très élevés d'inégalité. Le Brésil est souvent considéré comme une étude de cas plus pertinente pour ces pays que, par exemple, les nations en Europe ou en Amérique du Nord : il est aussi un pays en développement, mais avec des niveaux légèrement plus élevés de revenu par habitant. Il est aussi un principal exportateur de produits de base, bénéficiant (à l'époque) de la flambée des prix des produits de base. Il est donc naturel qu'il devrait y avoir un intérêt dans de nombreux milieux à chercher des enseignements à tirer de l'expérience brésilienne en termes de pauvreté et de réduction des inégalités dans un contexte de hausse des revenus.

#### **Implications politiques**

Y a-t-il des enseignements à tirer de cette analyse pour les pays africains se lançant dans leurs propres luttes politiques pour un marché du travail plus juste et moins inégal? Il s'agit d'une question difficile, parce que le contexte et les institutions locales ont une grande importance, et il existe des différences non négligeables entre l'économie brésilienne et celle de la plupart des pays africains. Néanmoins, quatre implications générales semblent être assez générales pour qu'elles s'appliquent, dans une certaine forme localement cohérente, à la plupart des autres pays :

1. Une main-d'œuvre instruite est une main-d'œuvre plus productive et, si l'éducation est promue à bon escient, avec un accent sur les niveaux primaires et secondaires, elle conduit à une plus grande prospérité et à une plus grande équité.
2. Toutes les formes de discrimination - entre les sexes, les groupes ethniques, ou d'autres formes - ont tendance à être à la fois inefficaces et inéquitables. Encourager l'éducation des femmes, la réduction des taux de fécondité et une plus grande participation au marché du travail sont des facteurs qui ont contribué à la croissance des revenus moyens et à une distribution moins inégale au Brésil.
3. Intégrer les zones rurales, et les travailleurs qui y vivent : une plus grande connectivité et moins de segmentation du marché du travail entre les villes et la campagne sont une partie intégrante de la récente lutte que le Brésil a menée avec succès contre la pauvreté et l'inégalité.
4. Et enfin, ne pas craindre la redistribution fiscale : les programmes de transferts bien conçus sont en parfaite cohérence avec les marchés du travail dynamiques, avec la hausse moyenne des salaires et la baisse de la dispersion.

This briefing is based upon an IRIBA working paper 12 'A more level playing field? Explaining the decline in earnings inequality in Brazil, 1995-2012' by Francisco Ferreira, Sergio Firpo and Julián Messina available at <http://www.brazil4africa.org>

**Further reading:**

- Azevedo, João Pedro, Gabriela Inchauste and Viviane Sanfelice (2013): “Decomposing the Recent Inequality Decline in Latin America”, World Bank Policy Research Working Paper 6715.
- Barros, Ricardo, Mirela de Carvalho, Samuel Franco and Rosane Mendonça (2010): “Markets, the State, and the Dynamics of Inequality in Brazil”, Chapter 6 in López-Calva, L.F and N. Lustig (eds.) Declining Inequality in Latin America: A decade of progress? (Washington, DC: The Brookings Press)
- Ferreira, Francisco, Phillippe Leite and Julie Litchfield (2008): “The rise and fall of Brazilian inequality: 1981–2004”. *Macroeconomic Dynamics*, 12(S2): 199-230
- Fortin, Nicole, Thomas Lemieux and Sergio Firpo (2011): “Decomposition methods in economics.” *Handbook of labor economics*, 4, 1-10